

hier, c'est parce que ces gens croient sincèrement qu'ils ont été trompés et ils veulent que le gouvernement corrige la situation.

Je crois que le gouvernement devrait cesser d'essayer de diviser les Canadiens pour mieux régner et qu'il devrait plutôt commencer à travailler avec eux pour faire du Canada un pays où la vie est encore meilleure qu'aujourd'hui pour chacun d'entre nous.

• (1520)

M. Joe Comuzzi (Thunder Bay—Nipigon): Madame la Présidente, je voudrais poser à mon collègue une question sur l'excellent discours qu'il vient de prononcer. J'ai été particulièrement impressionné par ses propos parce qu'il a oeuvré toute sa vie dans le mouvement syndical et comprend les mécanismes, la dynamique de ce type de situation.

Mon collègue et moi et bien d'autres députés ne sommes pas toujours conscients que nous venons en majorité de petites localités et que, ce conflit terminé, car il se terminera bientôt, nous dit-on, les citoyens de ces petites localités qui sont voisins et vivent ensemble devront renouer des liens malgré la terrible animosité suscitée par le gouvernement. Selon le député, que se passera-t-il dans les petites localités canadiennes qui sont si bien servies par la fonction publique du Canada?

M. Nault: Madame la Présidente, je remercie mon collègue pour ses bonnes paroles et je voudrais parler très brièvement des répercussions très désagréables qu'entraînera la mesure prise par le gouvernement.

Le gouvernement doit comprendre que cette mesure ne sera pas oubliée du jour au lendemain, quand la loi sera adoptée et recevra la sanction royale. Ses répercussions se feront sentir pendant des années. Pensons, par exemple, à ce qui est arrivé aux relations patronales-syndicales à la Société canadienne des postes.

On ne peut pas forcer les gens à faire une chose quand ils ne sont pas d'accord. Il faut les convaincre qu'elle est nécessaire. Les nombreux fonctionnaires des petites villes du Canada auront l'impression d'avoir été trahis et la qualité des services en souffrira.

Initiatives ministérielles

Nous devons comprendre que l'attitude du gouvernement rend ces répercussions inévitables.

M. John Reimer (Kitchener): Madame la Présidente, le plus gros syndicat de la fonction publique, l'Alliance de la fonction publique du Canada, est en grève et des citoyens innocents sont touchés. Des milliers de Canadiens, comme les cultivateurs paralysés par l'arrêt des expéditions de grains ou les voyageurs retardés par les retards des avions, ont déjà souffert de ce conflit inutile et regrettable. Cette grève a assez duré.

Les fonctionnaires qui veulent travailler en ont assez d'être harcelés tous les jours quand ils franchissent les piquets de grève. Les cultivateurs en ont ras le bol de voir leur gagne-pain à la merci de ce syndicat. Les retraités en ont marre des téléphones du gouvernement qui ne répondent pas. Les contrôleurs de la circulation aérienne sont excédés par les barricades ridicules dans les aéroports et le gouvernement ne peut plus supporter cette grève, lui non plus.

Je suis d'accord avec mes électeurs que j'ai rencontrés, samedi, et qui m'ont dit que ça ne pouvait plus durer. Il est temps que ces travailleurs retournent au travail.

Pourquoi l'Alliance de la fonction publique est-elle en grève? À en juger par les nombreuses pancartes, elle s'oppose surtout aux taux d'augmentation impopulaire de 0, 3 et 3 p. 100 proposé par le gouvernement. C'est normal.

Moi aussi, je ne suis pas content que mon salaire n'augmente pas du tout en 1992. Comme beaucoup de Canadiens, je m'attendais autrefois à recevoir une augmentation chaque année, mais aujourd'hui, pour le bien de nos enfants, il est temps de modifier cette attente. La hausse en spirale des dépenses et des taxes tolérée par les gouvernements précédents a engendré une énorme dette de 400 milliards de dollars qui ne cesse d'augmenter et qui sera transmise aux prochaines générations, si on ne la rembourse pas aujourd'hui.

Dans le budget de février 1991, le ministre des Finances a exposé les grandes lignes du plan de relance économique du gouvernement. Ce plan, qui prévoyait des mesures précises et qui a permis au Canada de sortir de la récession, visait à assurer le retour de la prospérité et de la compétitivité.